



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

énergie nucléaire et Areva

Question au Gouvernement n° 2637

Texte de la question

SITUATION D'AREVA

M. le président. La parole est à Mme Geneviève Gosselin-Fleury.

Mme Geneviève Gosselin-Fleury. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Aujourd'hui, le groupe Areva mène une opération vérité sur la situation de ses comptes. Les dirigeants du groupe ont en effet annoncé une perte de 4,8 milliards d'euros au titre de l'exercice 2014 et un recul du chiffre d'affaires de 8 %.

Ces chiffres résultent d'un certain nombre de dépréciations : 2 milliards d'euros de provisions sur des pertes de valeurs sur les mines d'uranium, des provisions pour pertes sur les contrats des EPR en Finlande et à Flamanville, avec des retards et des dépassements financiers se chiffrant en centaines de millions voire, à terme, en milliards d'euros et, enfin, la baisse du plan de charge liée aux conséquences de l'accident nucléaire de Fukushima.

M. Pierre Lellouche. Cela n'a rien à voir !

Mme Geneviève Gosselin-Fleury. Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous dire quelles sont les perspectives pour le groupe Areva et quelle est votre vision de la nécessaire restructuration de la filière française de l'énergie ? Pouvez-vous également nous préciser quel rôle l'État français entend jouer dans l'organisation de cette filière ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et RRDP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée Geneviève Gosselin-Fleury, Areva, vous venez de le dire, a présenté ce matin ses comptes pour l'exercice 2014 ; ils sont très dégradés, avec près de 5 milliards d'euros de pertes.

M. Bernard Accoyer. Un plaisir pour les Verts !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Cette « opération vérité », pour reprendre vos termes, était inévitable, et même indispensable.

Vous avez bien détaillé les raisons expliquant la situation : difficultés sérieuses – le mot est faible – sur certains grands projets, évolution des marchés nucléaires mondiaux à la suite de l'accident nucléaire de Fukushima,...

M. Pierre Lellouche. Pas pour Rosatom !

M. Manuel Valls, Premier ministre . . . choix stratégiques erronés, difficultés de management.

Dans ce contexte, je souhaite rappeler devant vous l'implication totale du Gouvernement pour que la filière nucléaire française soit remise en ordre de marche.

M. Bernard Accoyer. Et les Verts ? Et Fessenheim ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Et l'État a, pour le nucléaire français, une ambition, et compte bien se faire entendre.

Aujourd'hui, le Gouvernement a trois priorités. Tout d'abord, restaurer la compétitivité d'Areva pour ne plus perdre d'argent dans l'exploitation quotidienne de l'entreprise ; c'est un impératif, et c'est la mission confiée au management, à la direction de l'entreprise, que nous avons entièrement renouvelée en début d'année.

Mme Claude Greff. Il n'y a pas de solution miracle !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Ce plan de transformation d'Areva sera élaboré puis mis en œuvre dans les semaines et les mois qui viennent. Il devra porter sur tous les leviers de redressement de l'entreprise.

J'entends, comme vous, madame la députée, et comme beaucoup de parlementaires sur tous les bancs de cet hémicycle, les inquiétudes sourdes des salariés quant aux conséquences sociales de ce plan, et je les comprends. La meilleure réponse de la part de l'entreprise est de poser les bases d'un dialogue social vraiment efficace qui permette d'identifier les mesures à mettre en œuvre dans la vraie concertation qui doit s'établir avec les salariés et les élus des territoires concernés et, surtout, dans un esprit de responsabilité.

Un député UMP . Et la responsabilité de Lauvergeon !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Ce travail sera long, intense, mais, n'en doutons pas, la concertation sera profitable. Tout doit être mis en œuvre pour éviter les licenciements et privilégier l'activité et l'emploi sur chacun des territoires concernés.

Il nous faut ensuite poser les bases de la refondation de cette filière industrielle essentielle pour notre pays.

M. Bernard Accoyer. Il serait temps !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Nos grands groupes français du nucléaire doivent abandonner les querelles passées, qui nous ont coûté très cher voilà quelques années, et s'engager sans réserve dans la voie de la coopération.

Le Président de la République et moi-même avons fixé des orientations très claires. Dans les semaines qui viennent, les ministres Emmanuel Macron et Ségolène Royal, sans tabou, examineront les propositions que leur feront les directions générales d'EDF et d'Areva, qui doivent travailler ensemble et coopérer le plus étroitement possible. Il leur reviendra également de veiller à l'effet d'entraînement attendu pour l'ensemble de la filière.

Enfin, une fois qu'Areva aura été remise sur pied pour les activités propres à son cœur de métier et que la filière aura été restructurée, nous nous concentrerons sur les enjeux d'avenir. Il s'agit d'abord du parc nucléaire français, avec l'achèvement de Flamanville et le programme grand carénage, en cours d'élaboration.

M. Bernard Accoyer. Et Fessenheim ?

M. Manuel Valls, Premier ministre . Ce sont ensuite les projets à l'international, et tout particulièrement en

Chine – moi qui en reviens, je peux vous dire que les possibilités de coopération dans ce domaine comme dans bien d'autres sont immenses –, ainsi qu'au Royaume-Uni et partout où des programmes de construction nucléaire sont relancés.

Un député UMP . Sauf en France !

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Mesdames, messieurs les députés, madame la députée, le Gouvernement est totalement mobilisé pour Areva et pour la filière nucléaire française.

M. Bernard Accoyer. Et les Verts ?

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. C'est une filière d'avenir,... (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Luc Laurent et M. Christian Hutin . Très bien !

M. Manuel Valls, *Premier ministre* et l'État prendra ses responsabilités, toutes ses responsabilités. C'est un enjeu fondamental en termes de souveraineté, d'indépendance énergétique et de lutte contre le changement climatique.

Dans ce domaine, la France dispose d'atouts exceptionnels que je veux saluer ici. La France est fière de ces 2 500 entreprises, fière des 220 000 salariés qui travaillent tous les jours dans le nucléaire, et fière des salariés d'Areva, qui méritent notre considération, notre soutien et notre écoute, en particulier en un moment comme celui-ci. Nous ne les laisserons pas tomber. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Mme Marie-George Buffet. Très bien !

Données clés

Auteur : [Mme Geneviève Gosselin-Fleury](#)

Circonscription : Manche (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2637

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 mars 2015](#)